



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 1101

Texte de la question

RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Éric Woerth. Monsieur le Premier ministre, vous vouliez réformer les retraites et vous n'avez pas réformé les retraites ! Vous avez simplement réussi l'exploit de poursuivre méthodiquement votre matraquage fiscal. Alors que, pour répondre à la conjoncture, il fallait accélérer l'effort réalisé en 2003 et en 2010, vous avez au contraire ralenti cet effort. En 2003 et en 2010, nous avons lié la retraite à l'espérance de vie, nous avons créé le dispositif de carrières longues, nous avons commencé à faire converger les régimes publics et les régimes privés, nous avons introduit la notion de pénibilité, et nous avons économisé 30 milliards d'euros – 30 milliards d'euros !

(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)

Heureusement que nous étions là, sinon vous seriez devant un mur budgétaire infranchissable par vous ! Pour cela, monsieur le Premier ministre, que fallait-il ? Il fallait du courage, simplement du courage ! Il ne faut pas avoir peur de réformer ; or vous avez peur, tout le temps, toujours, de réformer. Vous refusez l'obstacle, vous contournez l'obstacle ! Votre réforme se résume à une augmentation pure et simple des impôts : 10 milliards d'euros pour les retraites – 7 milliards dans la réforme de 2013, 3 milliards dans la réforme de 2012 que vous aviez menée. C'est le degré zéro de la pensée politique : c'est Mme Royal qui le dit, ce n'est pas nous !

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

Outre l'impôt, votre réforme est inefficace et injuste : inefficace parce qu'elle ne couvre qu'une partie des déficits – 20 milliards, vous répondez à 7 – et injuste parce qu'en créant cette notion de pénibilité, vous allez créer de nouveaux régimes spéciaux, ce qui est inacceptable. Pourquoi, monsieur le Premier ministre, avoir pris le risque de décrédibiliser notre pays en Europe par cette fausse réforme ? Pourquoi le choix de l'obésité fiscale ? Pourquoi avoir calé devant l'obstacle ? Pourquoi aussi, monsieur le Premier ministre, ce renoncement

privilegiant l'intérêt des syndicats à l'intérêt des Français ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre des affaires sociales et de la santé.

Mme Marisol Touraine, *ministre des affaires sociales et de la santé*. Monsieur le député Woerth – monsieur le ministre ! –, vous avez été aux responsabilités, et vous feriez bien d'être un peu plus lucide sur la réalité de ce que vous avez fait ! *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Par votre intervention, monsieur le député, vous montrez que vous êtes le roi des illusionnistes, parce que les 30 milliards d'économies que vous prétendez avoir réalisées n'existent que dans vos souvenirs ou dans votre imagination ! Votre réforme nous a menés dans le mur, puisqu'elle n'aura résisté que quelques mois – quelques mois seulement ! Dès notre arrivée aux responsabilités, nous avons dû engager les concertations pour réformer et apporter à nos concitoyens des garanties sur l'avenir de leur régime de retraite – des garanties, monsieur le député, puisque vous leur avez apporté de l'inquiétude et du manque de confiance.

Mme Claude Greff. Vous n'avez rien réformé du tout !

M. Bernard Deflesselles. Qu'avez-vous fait au juste ?

Mme Marisol Touraine, *ministre*. Nous avons besoin de leur garantir que, demain, la retraite par répartition sera sauvegardée, alors que vous avez ouvert en grand les portes à la capitalisation et à la privatisation.

M. Claude Goasguen. Hélas non !

Mme Marisol Touraine, *ministre*. Nous avons besoin, monsieur le député, d'apporter des garanties en termes de financement, puisque vous avez fait porter tout l'effort sur celles et ceux qui ont commencé à travailler jeunes ; or nous avons besoin d'un effort réparti, mesuré et équitable.

M. Yves Fromion. Ce n'est pas ce que nous avons fait !

Mme Marisol Touraine, *ministre*. Nous avons surtout besoin, monsieur le député, de mettre en place une réforme de justice, parce qu'il faut faire preuve d'audace pour avoir le courage de la justice. Cette audace et ce courage, vous ne l'avez pas ! Vous n'avez jamais reconnu la vérité des carrières pénibles de celles et ceux qui, pendant toute leur vie, travaillent en trois-huit ou portent des charges lourdes. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Plusieurs députés du groupe UMP . C'est faux !

Mme Marisol Touraine, *ministre*. Vous n'avez jamais reconnu la réalité de ces femmes qui connaissent le chômage, des carrières heurtées et le travail à temps partiel. Vous n'avez jamais reconnu la réalité de ces hommes et de ces femmes qui sont confrontés au chômage et à la précarité dans leur vie professionnelle.

M. Daniel Fasquelle. Arrêtez !

Mme Marisol Touraine, *ministre*. Nous, monsieur le député, nous faisons preuve de détermination, de responsabilité et de justice. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Mme Claude Greff. C'est incroyable d'entendre cela !

Données clés

Auteur : [M. Éric Woerth](#)

Circonscription : Oise (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1101

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Affaires sociales et santé

Ministère attributaire : Affaires sociales et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 septembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 septembre 2013](#)